

Aix-« en-Provence »

Un technosite de la société industrielle

Aix-en-Provence continue, paraît-il, d'être « la ville préférée des Français » - enfin – des lecteurs de *L'Express* et du *Nouvel Obs* - ingénieurs, cadres et CSP+ - lors de leurs sondages annuels. Ils voudraient tous emménager dans la première au palmarès des « villes où il fait bon vivre » (et sinon, à Bordeaux ou à Montpellier). Tous, sauf notre ami Jacques Rossi qui y réside depuis son enfance, voici quatre ou cinq dizaines d'années, sans avoir grande affection, ni intérêt, pour son lieu de résidence familial. C'est normal. Les « socio-professionnels supérieurs » d'Ailleurs-en-France sont victimes d'une persistance rétinienne ; le syndrome de Cézanne ou de la Sainte-Victoire. Ils s'imaginent la vie dans une toile impressionniste (Arles de van Gogh, Giverny de Monet, Tahiti de...). Ce serait si *chic*. Si *classe*. Et puis *en-Provence*. Persistance mémorielle et syndrome de Mistral, Daudet, Pagnol, Giono, dont les proxénètes de l'immobilier et du tourisme ont su faire de l'argent. Aix, *Aquae Sextiae*, les Eaux de Sextius (-122 av. J.C.), n'est « en-Provence » que depuis le décret du président Paul Doumer du 2 février 1932, pris à la demande du conseil municipal.

L'indifférence de Jacques à son lieu de résidence est celle des résidents de tous ces lieux devenus indifférents. Il a fallu insister pour qu'il s'informe – et nous informe – de l'affaire des éoliennes censées détruire la crête de la Sainte-Victoire, afin de produire de « l'énergie propre ». Un lieu impersonnel suscite peu de remarques personnelles, à moins de défi et d'effort délibéré. Son enquête l'a pourtant ramené *avant* – et même avant son enfance, à Cézanne et Zola, qui a peu fait pour le tourisme local et qu'on ne classe jamais parmi les écrivains provençaux. Elle l'a également mené dans le « bassin de vie » local où il a découvert ce que nous avons découvert dans la cuvette grenopolitaine, les mêmes entreprises, les mêmes techno-industries – le CEA, STMicroelectronics, le nucléaire, les semi-conducteurs - la même classe technocratique ayant aménagé les lieux de manière fonctionnelle et conforme à ses intérêts.

De villes que Stendhal, Zola et Cézanne avaient toutes raisons de haïr et mépriser, il ne reste plus guère que des *marques publicitaires*, Aix (en Provence), Grenoble. Elles sont devenues ce que leurs bourgeois d'alors voulaient qu'elles deviennent, des métropoles où il fait bon vivre pour les technocrates et lecteurs de *L'Obs*. C'était d'ailleurs ces bourgeois, devenus industriels, que vomissaient nos artistes ; et non pas le peuple des faubourgs ; ni les pierres et les paysages, détruits depuis et dont ils nous ont sauvé le souvenir.

Que nous reste-t-il à sauver ? Notre santé mentale ; la certitude que deux et deux font quatre et que nous avons bien vu ce que nous avons vu. Et pour cela, il nous faut enquêter ; comparer sans relâche la ville et la vie d'avant à celles d'aujourd'hui pour tenir à jour le bilan de nos gains et de nos pertes. Ce bilan est ici esquissé pour un technosite local d'un système général.

Pièces et main d'œuvre

Aix-« en-Provence »

Un technosite de la société industrielle

La science s'est trahie en devenant une fin en soi. Elle s'est érigée en religion, en religion du meurtre. [...] Il ne reste que peu de temps pour obtenir sa soumission. Il lui plaît d'être devenue une religion et elle se hâte d'exterminer les hommes avant qu'ils n'aient pris leur courage à deux mains pour la détrôner. Le savoir, de la sorte, est devenu pouvoir, mais un pouvoir devenu fou, objet d'une honteuse adoration.

Elias Canetti, 1943.

Un des luxes de la modernité était de ne jamais avoir à se demander si l'asphalte d'un parking risquait d'écraser le sol, de déranger un écosystème fragile, d'expulser une colonie d'insectes, d'oiseaux ou de petits mammifères. Ou bien de ne jamais songer que ce parking lui-même n'était guère qu'une miniature d'un phénomène bien plus vaste et sinistre : une guerre contre la biosphère vivante.

Stephen Markley, 2020.

J'avais quatre ans quand mes parents, migrants économiques, se sont installés dans la ZUP d'Aix. Quelques années plus tard, un plan social de la mairie leur a permis de réaliser le rêve obligatoire des petites classes moyennes, en accédant à la propriété d'une maison résidentielle ordinaire. À la périphérie nord de la ville, aux frontières de la campagne. Ma mère m'emmenait, enfant, acheter du lait encore chaud dans une ferme située à quelques pas. Aix comptait alors moins de 80 000 habitants. Un demi-siècle plus tard, sa population se monte à 150 000 (400 000 dans le « bassin de vie »). Les vaches ont disparu, les étables odorantes ont cédé la place à des appartements aseptisés et les descendants des agriculteurs vivent probablement de leur rente. Car si la ferme est toujours là, les champs sont à l'abandon. Non exploités tout en demeurant « zone agricole », ils attendent le jour où l'extension urbaine les sacrifiera, à bon prix, au progrès du béton.

Après avoir achevé mes études à Marseille, puis vécu plusieurs années dans une autre région, je suis revenu à Aix, héritant de la maison parentale. Malgré une légère ascension sociale, celle-là aurait été hors de mes moyens. Mes voisins, de la génération de mes parents, s'accrochent également à ces restes des « Trente glorieuses » : en activité, l'un fut pizzaiolo, dont le camion stationnait aux abords de mon lycée, l'autre mécano de l'aéronautique et, bénévolement, garagiste du quartier. Ceux qui sont morts ou partis ont laissé la place à des familles plus aisées, commerciaux ou ingénieurs. Leurs enfants ne jouent pas, comme nous le faisons, dans la rue.

Bien qu'à présent pleinement avalée par la ville, cette maison permet d'accéder rapidement au massif de la Sainte-Victoire. En vélo, dix minutes suffisent pour s'engager sur une petite route qui grimpe entre de rares et vastes bastides entourées de cyprès, de vignes et d'oliviers. Cul-de-sac, cette route débouche sur l'une des nombreuses pistes disséminées dans le massif. Muni du plan de cet écheveau, il est possible d'y pédaler pendant des heures au milieu des forêts de pins et de chênes. On peut y croiser des chasseurs fluorescents accompagnés de leurs chiens 2.0, et, plus récemment, se faire doubler par des cyclistes « augmentés » au nucléaire. Bientôt, peut-être, le bêlement artificiel de moutons électriques, gardés par des chiens-robots, favorisera l'épanouissement de leur pensée positive. En ces temps moutonniers, la bêbê-thérapie a de l'avenir.

Aix : continuité et mutation de l'hypocrisie bourgeoise

Je profite d'un passage à Grenoble pour rencontrer PMO, après quelques années d'échanges lointains. Au cours de la conversation, ils m'interrogent sur les éoliennes de la Sainte-Victoire. Surpris, curieux et aussi gêné par mon ignorance du sujet, j'accepte leur proposition d'enquêter. À ma décharge, je découvre que ces éoliennes sont installées à l'est de la montagne, dans le Var, pour alimenter Toulon en électricité « propre ». Loin des sacro-saints paysages de Cézanne, visibles de son versant ouest, vers le Tholonet ou les hauteurs de Meyreuil, que se réservent les rentiers et les parvenus aixois dans leurs villas cossues (pardon, leurs mas).

Ma surprise provenait de la certitude que, pour Aix, la mise sous cloche de la Sainte-Victoire tient plus à l'« exécration soif de l'or » qu'à l'amour spontané de la nature¹. Située au croisement des autoroutes qui relient la France, l'Italie et l'Espagne, Aix est une ville principalement commerciale et touristique, qui monnaie son histoire aux troupeaux téléguidés de japonais, d'américains et d'allemands. Elle vend la contemplation de ses anciens hôtels particuliers, n'ayant pas manqué de transformer ce patrimoine architectural en galerie marchande à ciel ouvert. Elle vend, conjointement, l'image iconique de ses gloires passées, sans égard pour leur mépris envers sa mesquinerie bourgeoise.

À l'époque, le directeur du musée local, le Musée Granet, déclara que de son vivant aucune toile de Paul Cézanne n'y serait exposée, ce qui fut effectivement le cas jusqu'en 1921 (soit quinze ans après le décès du peintre). Du coup, les rares toiles que peuvent à présent admirer, sur place, les Aixois et les touristes, ont été achetées à prix d'or ou prêtées par le Musée d'Orsay. En juste retour des choses, Paul les haïssait cordialement. Dans une lettre à son fils du 8 septembre 1906, il écrivait :

« Aujourd'hui (il est près de onze heures) reprise impressionnante de la chaleur. L'air est surchauffé, pas un brin d'air. Cette température ne doit être favorable qu'à la dilatation des métaux, favoriser les débits de boisson, remplir de joie les marchands de bière, industrie qui semble prendre des proportions respectables dans Aix, et les prétentions des intellectuels de mon pays, tas d'enculés, de crétins et de drôles². »

Si vous n'aimez pas la peinture, l'Office du tourisme d'Aix peut vous proposer, « Dans les rues de la vieille ville, une flânerie littéraire et biographique sur le plus Aixois des grands romanciers du XIX^e siècle ! » (« Visite guidée d'Aix : Zola, Aix & Plassans »). On vous y contera les ressemblances anecdotiques entre la cartographie de Plassans (imaginaire) et celle d'Aix (réelle). Mais vous n'y apprendrez pas ce qui, dans *La Conquête de Plassans* (1874), dépasse la fiction pour nous parler aussi de notre réalité sociale. Pourtant, comment mieux respecter Zola qu'en faisant vivre son éthique : « La vérité purifie tout comme le feu » ?

Dans ce roman, il décortique méticuleusement la monomanie pathologique de la grande et petite bourgeoisie pour l'argent et le pouvoir, les intrigues et les manœuvres les plus sordides pour assouvir ces ambitions, et la morale de convenance qui les recouvre du voile hypocrite des faux-semblants « civilisés ». Dans ce réduit de la bourgeoisie provinciale, subordonné à l'univers clos de son double parisien, « le peuple n'existe pas »³ : non qu'il soit superflu, mais au sens où sa pauvreté n'a d'égale que son invisibilité politique. Cent cinquante ans de progrès industriels ont-ils changé la donne ? L'« Etude sur les disparités socio-spatiales du territoire » de la région PACA, en 2012, plaçait le pays d'Aix dans la catégorie « populations aisées et taux de pauvreté significatif⁴. » Là où il y a des riches, il faut toujours des pauvres pour assurer le confort de leur quotidien hors-sol : faire le ménage, goudronner ou nettoyer les rues, entretenir les égouts, les mas

¹ « Exécration soif de l'or » : *auri sacra fames*, Virgile, *Énéide*, Livre 3.

² Toutes les lettres de Cézanne sont disponibles sur societe-cezanne.fr

³ E. Zola, *La Conquête de Plassans*, LGF, Paris, p. 478 & 110.

⁴ cosoter-ressources.info/doc_num.php?explnum_id=1490

et les jardins, vendre, compter, servir, réparer, etc. Une fois leurs tâches accomplies, charge à eux de rejoindre, inexistants, leurs ghettos périphériques en bus (électriques, évidemment).

Au XX^e siècle, Georges Orwell, dans un esprit semblable à celui de Zola, a également dénoncé l'indécence des classes dominantes. Et il a raillé, comme Cézanne, l'insignifiance de leurs intellectuels organiques, dont la fonction essentielle est de dissimuler les agissements de ces classes sous des discours de légitimation alambiqués et mensongers (*ingenii largitor venter* : leur ventre est le pourvoyeur de leur esprit). Du temps de Zola, l'hypocrisie était généreusement dispensée par l'Eglise. Depuis que la technoscience a fini d'attribuer à l'Univers les attributs ontologiques de Dieu, les technoprêtres, armés de leurs médias de masse, se sont érigés en nouveaux garants moraux de la rapacité, tout en lui offrant les moyens d'étendre sa puissance. Substituant, à la promesse du Paradis dans l'au-delà, celle de son avènement terrestre : une vie narcissique et hors-sol délivrée, grâce à la technologie, de la vie collective et terrestre. C'est pourquoi Cézanne, Zola et Orwell s'accorderaient avec ce jugement précoce de Léopardi : « De nos jours, un adepte de la philosophie des gazettes s'empresserait de justifier ce changement : les bonnes mœurs, dirait-il, ne peuvent régner sans les fondements de l'industrie, laquelle, en satisfaisant aux besoins quotidiens et en assurant sécurité et prospérité à toutes les catégories sociales, stabilisera les vertus, et les rendra universelles. Ah ! le beau discours ! Pendant ce temps-là, avec l'industrie arrivent en force la bassesse, la froideur, l'égoïsme, l'avarice, la fausseté et la perfidie mercantile ; [et] les manières et les passions les plus corruptrices et les plus indignes de l'homme civilisé se multiplient sans fin⁵. »

Un exemple d'apparence anodine, pour commencer. Aix s'enorgueillit d'avoir été classée au palmarès des « villes durables » (écologiques, solidaires, innovantes) et continue de travailler son image « verte », par exemple avec son projet AirFresh, consistant à planter quelques centaines d'arbres afin de lutter contre la pollution et le réchauffement climatique. Comment penser, sans hypocrisie, que ces quelques arbres peuvent compenser la déforestation illégale de l'Amazonie menées par les firmes européennes (BNP-Paribas, ADM, Bunge, Cargill, Louis Dreyfus), dans un silence politique assourdissant (qu'un Aixois, certain de n'avoir jamais mangé un poulet nourri au soja génétiquement modifié importé du Brésil, me jette la première pierre)⁶ ? Comment penser, si ce n'est par bêtise, qu'avec les densités croissantes de la population et du trafic autoroutier, ce *greenwashing* à la provençale permette aux Aixois d'échapper à la pollution par les PM10 (particules en suspension de moins de 10 micromètres de diamètres), à l'origine de pathologies respiratoires, cardiovasculaires et de certains cancers, dès que leur concentration dans l'air dépasse 20 µg/m³ (d'après les recommandations de l'OMS). Ils en respirent quotidiennement le double, mais s'empoisonnent confortablement au volant de leur SUV⁷. Je suis mauvaise langue. Depuis qu'un concessionnaire Tesla s'est installé aux abords de la ville et a multiplié les bornes électriques, la transition énergétique en marche ne néglige pas le luxe.

Ceux qui confondent « démocratisation » et « massification » exigent l'« égalisation » permanente dans la consommation des fétiches technologiques/ marchands, reconduisant sans repos le désir de posséder ce que personne d'autre ne possède et, simultanément, celui de posséder ce que les autres possèdent. Ainsi avancent, et le progrès, et le regrès. Car les aliénés de la distinction/ massification, riches et pauvres, rejettent les bonnes questions : A quelle source d'énergie s'alimente la multitude croissante de leurs esclaves mécano-électroniques ? Avec quelles matières arrachées à la Terre sont-ils produits ? Dans quelles déchêteries sont-ils

⁵ G. Léopardi (1798-1837), *Choix de pensées*, Allia, Paris, 2001, p. 58.

⁶ M. Dorcadie, « Comment des entreprises européennes sont liées à la déforestation illégale de l'Amazonie », 26 avril 2019, bastamag.net.

⁷ insee.fr/fr/statistiques/4250618

abandonnés ? Dans quelles conditions, et avec quelles conséquences, écologiques et humaines ? N'existe-t-il pas des formes de distinction qui servent la vie au lieu de la détruire (par la générosité ou par le plaisir de ne pas posséder ce que le *management* de la grégarité dicte de posséder) ?

L'éolien, c'est du vent

Revenons donc aux moulins à vent *high-tech*, dont la pullulation est déclarée « vitale » pour lutter contre le réchauffement climatique par notre Ministre de la transition écologique, Barbara Pompili. Avec l'assentiment de ses camarades Verts, convaincus que la « rationalité économique, sociale, géopolitique et citoyenne est du côté des renouvelables⁸. » Et avec l'accord tacite, au-delà de leurs critiques factices, de tous les partis politiques : le progrès, pour eux, signifie toujours plus d'éoliennes, de panneaux solaires, de lignes électriques à haute tension, de pylônes et de transformateurs électriques (sans parler des usines de méthanisation). C'est également à un Vert, depuis reconverti dans son bunker en catastrophiste organique, que l'on doit les conditions de rentabilité de l'industrie des éoliennes⁹. Alors ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire du gouvernement Jospin, Yves Cochet préconisait, dès 2001, de financer le développement des énergies « renouvelables » à l'aide d'un mécanisme de prix garantis largement supérieurs aux prix de marché, octroyant une rente d'État (financée par l'impôt) à des investisseurs peu scrupuleux et pratiquant un lobbying corrupteur. Entre 2013 et 2015, sept élus ont été condamnés pour prise illégale d'intérêt et de recel de prise illégale d'intérêt concernant des installations éoliennes¹⁰. Nos tablettes, nos ordiphones et notre mobilité électrique le valent bien. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur participe à la production nationale d'électricité éolienne uniquement à la hauteur insignifiante de 0,5 % (97 mégawatts), en comptant les 48 mégawatts potentiellement produits par les vingt-deux éoliennes de 125 mètres de haut polluant depuis peu les crêtes de la Colle Pelade et de la Carraine, deux collines ensauvagées situées sur les communes d'Ollières et d'Artigues, en plein site Natura 2000 de protection de la biodiversité¹¹.

Une quinzaine d'associations se sont opposées au projet, pointant avec justesse son intrusion visuelle dans le paysage, son installation destructrice sur un espace prétendument protégé (25 000 m² ont été déforestés, plus que n'en plantera jamais AirFresh), son impact sur les insectes (diane, criquet hérisson, lucane cerf-volant), les nombreuses espèces de chauves-souris, l'avifaune (aigle de Bonelli, aigle royal, circaète, etc.), les reptiles et les amphibiens... bref, sur la « biodiversité ». On a appris de ces associations que ces verrues de résines et de fibre de verre (sans compter les tonnes d'aluminium, de cuivre et d'acier), dont chaque pied est fait de 1500 tonnes de béton, ont été « téléportées », comme par magie écologique, depuis les usines « vertes » de Tianjin (Chine)... et installées en toute illégalité. En effet, le tribunal administratif de Toulon, en février 2020, puis la cour d'appel administrative de Marseille, en mars 2021, avaient confirmé la caducité de l'autorisation environnementale et ordonnaient l'arrêt des travaux. Ceux-ci ont néanmoins été achevés par l'entreprise *Eco Delat*, filiale de *JC Mont Fort*, une holding Suisse. Avant que *NTR* (« Securing a greener futur » : « Garantir un futur plus vert », évidemment), un fond d'investissement irlandais basé à Dublin « qui acquiert, construit et gère des projets d'énergie renouvelable », n'annonce, le 6 janvier 2021, prendre le relais, négociant cette installation 4.0 pour

⁸ europeecologie.eu/energie-le-parlement-sauve-les-renouvelables-et-etablit-une-feuille-de-route-pour-le-climat

⁹ R. Garcia, *La collapsologie ou l'écologie mutilée*, L'Échappée, Paris, 2020.

¹⁰ G. Chazouillères, « Scandale des éoliennes : les condamnations d'élus pour prise illégale d'intérêts s'empilent », Capital, 13 mai 2015, capital.fr/economie-politique/scandale-des-eoliennes-les-condamnations-d-elus-pour-prise-illegale-d-interets-s-empilent-1038489

¹¹ rte-france.com/eco2mix/les-chiffres-cles-de-lelectricite

quelques 90 millions d'euros¹². À ce jour, l'imbroglio juridique n'est pas démêlé, même si la décision de démantèlement est peu probable.

Bien que louable, la position de certaines de ces associations est restée pour le moins flottante¹³. Ainsi, Gilles Cheylan, président du conseil scientifique régional du Conservatoire d'espaces naturels Provence-Alpes-Côte d'Azur et affilié à l'*Association pour Sainte Victoire*, se disait en 2017 « fortement opposé au projet tel qu'il est présenté », mais « Certainement pas par refus de principe des énergies renouvelables – celles-ci demeurant souhaitables dès lors que les conditions d'implantation et d'exploitation respectent l'intérêt général » (il prend soin de ne pas le définir)¹⁴. De son côté, le président de l'*Association Sites et monuments*, Julien Lacaze, craint que la multiplication des parcs éoliens, dont le nombre devrait tripler dans la décennie en cours, défigure de plus en plus de « paysages protégés qui ont l'avantage d'être peu urbanisés¹⁵. » En clair, ces messieurs ne sont pas contre les éoliennes, du moment qu'elles se déploient là où l'industrialisation a déjà fait ses ravages et où n'habitent, principalement, que des pauvres. On ne s'étonne donc pas de leur silence quand des parcs sont installés, au sein même de leur région, à Port-Saint-Louis-du-Rhône ou à Fos-sur-Mer (une des plus importantes zones industrialo-portuaires d'Europe). Pourtant, si l'intérêt général, « vital », est effectivement la prolifération de l'éolien (et du solaire et du biogaz), alors chacun devrait participer à part égale à l'effort national. Les médias sont à l'unisson, puisque seules les éoliennes de la Sainte-Victoire reviennent régulièrement défrayer la chronique, notamment grâce au soutien de Stéphane Bern à l'*Association Sites et monuments*. Sa tribune, publiée dans *Le Figaro* en mars 2021, est une charge contre l'éolien¹⁶. Faisant ainsi le bonheur des nucléocrates de tout bord, il a également reçu le soutien de la droite et de l'extrême-droite. Purement formel : étant un projet européen, l'expansion des « renouvelables » sera concrétisée par tout parti politique accédant au pouvoir, sans affecter l'industrie nucléaire. Mais que les bourgeois, bourgeoises, se rassurent, Barbara Pompili les a compris : « Je pense que maintenant, ça ne passerait plus. Il y a des procédures judiciaires en cours. Je suis très attentive à ce qui va se passer¹⁷. » Entendez : les éoliennes vont continuer à envahir l'espace, mais pas devant les portes du château « intelligent » de Stéphane Bern, plutôt à la frontière des banlieues ou dans les déserts ruraux ignorés des touristes.

Indépendamment de ces jeux politiques, il convient de rappeler quelques banalités de base.

Sur les 8760 heures que compte une année, une centrale photovoltaïque ne produit de l'électricité qu'environ 1000 heures, une éolienne environ 2000 heures¹⁸. Leur puissance effective est donc bien inférieure à leur puissance « installée, » la seule rendue publique. Pour l'heure, l'électricité ne peut être stockée de manière importante et les énergies « renouvelables », qui produisent une électricité intermittente et imprévisible, sont donc incapables de se substituer aux sources d'énergie pilotable (nucléaire, charbon, gaz, hydraulique). Trois sites de stockage, pilotables par

¹² ntrplc.com/news/article/ntr-fund-acquires-48.4-mw-artigues-and-ollieres-wind-farm-in-france?fbclid=IwAR25sbi2LZzBq9S-JDPhbDiO5xx7WTXcsqLeghjOV7n7OEqz9lyAOm1KHI

¹³ Ce n'est pas le cas de toutes. Par exemple, Adena (Association de défense des espaces naturels et agricoles) s'est mobilisé plus fermement et bien avant l'*Association sites et monuments*. Et continue de le faire, par exemple, contre le projet éolien sur le plateau de Siou Blanc (Var). Cf. adenasaintebaume.wixsite.com/adena/copie-de-projet-de-carriere-amazau

¹⁴ G. Cheylan, « Lettre au commissaire enquêteur » (octobre 2017), *Association pour Sainte-Victoire*, 7 avril 2020, [13770.org/2020/ASV-eoliennes-est-var2020.pdf](https://www.13770.org/2020/ASV-eoliennes-est-var2020.pdf)

¹⁵ R. Barroux, « Vent de fronde contre les éoliennes de la montagne Sainte-Victoire », *Le Monde*, 20 octobre 2021.

¹⁶ S. Bern, « Madame Pompili, les éoliennes sont une négation de l'écologie! », *Le Figaro*, 31 mars 2021, [lefigaro.fr/vox/societe/stephane-bern-madame-pompili-les-eoliennes-sont-une-negation-de-l-ecologie-20210530](https://www.lefigaro.fr/vox/societe/stephane-bern-madame-pompili-les-eoliennes-sont-une-negation-de-l-ecologie-20210530)

¹⁷ R. Barroux, « Vent de fronde... », *op.cit.*

¹⁸ [jancovici.com/transition-energetique/renouvelables/pourrait-on-alimenter-la-france-en-electricite-uniquement-avec-de-leolien/](https://www.jancovici.com/transition-energetique/renouvelables/pourrait-on-alimenter-la-france-en-electricite-uniquement-avec-de-leolien/)

une intelligence artificielle, sont toutefois en phase d'expérimentation (Côte d'or, Haute-Vienne, Hautes-Alpes) : « L'ensemble comprendra un total de 16 800 batteries d'une puissance cinq fois supérieure à celle des batteries de voitures¹⁹. » Dans tous les cas, avec la voracité croissante du numérique, l'augmentation des énergies « vertes » va s'accompagner de l'accroissement de l'exploitation de *toutes* les ressources énergétiques. Les nucléocrates n'ont rien à craindre : EDF a annoncé que les centrales françaises, dont les trois quarts auront bientôt dépassé leur date de péremption, continueront de fonctionner. Et, en novembre 2021, Macron a promis, en plus de « continuer à développer les énergies renouvelables », de « relancer la construction de réacteurs nucléaires²⁰. » Si l'on tient compte de l'extraction et du transport mondialisé des matériaux nécessaires à leur exploitation de masse, les énergies « renouvelables » ont toutes les chances d'aggraver, et non de réduire, le réchauffement climatique. Comme l'indique la Banque mondiale : « La conclusion évidente [...] est que l'accélération du déploiement des technologies clés à faible émission de carbone dans les domaines de l'éolien, du solaire et du stockage de l'énergie a de réelles implications pour le marché des matières premières, et pas seulement pour les terres rares, comme l'indium et le néodyme. L'aluminium, le cuivre, l'argent, la bauxite, le fer, le plomb et d'autres encore pourraient tous bénéficier (*sic*) d'un passage massif aux technologies à faible émission de carbone. » Elle précise : « La demande de métaux pertinents double à peu près pour les technologies éoliennes et solaires, mais la hausse la plus importante se produit avec les technologies de stockage de l'énergie par batterie [mobilité électrique, numérisation intégrale de l'existence] – plus de 1000 % d'augmentation des métaux requis pour cette option particulière d'énergie propre²¹. »

Pas d'inquiétude. L'industrie minière, dont la plaque tournante est le Canada, est la plus honnête et la plus propre qui soit : « L'exploitation minière est le fait d'une oligarchie transnationale qui dispose, avec les paradis fiscaux et bancaires, d'outils pour se soustraire aux obligations imposées par les États de droit, même les plus fortement institutionnalisés. Quant aux gouvernements de ces derniers, leur marge de manœuvre est souvent réduite tant ils sont assujettis aux intérêts de puissantes sociétés transnationales. Enfin, l'existence d'un paradis judiciaire comme le Canada permet aux sociétés minières de répondre aux exigences de rentabilité de leurs actionnaires en se livrant à une gestion environnementale et sociale exécrationnelle, sans jamais être inquiétées par la justice²². »

Nos présidents d'associations, Gilles Cheylan et Julien Lacaze, peu soucieux, à ma connaissance, de la destruction du paysage et de la biodiversité des autres contenue dans leurs prothèses électroniques, pourront assez vite le constater. Face au risque de défaut d'approvisionnement, Barbara Pompili projette de relancer l'extraction minière sur le territoire national, en particulier pour se fournir en lithium, indispensable dans la fabrication des batteries électriques et... des éoliennes²³.

¹⁹ P. Leboulanger, « Ringo : RTE va stocker l'électricité verte à grande échelle », 7 juillet 2021, lelynx.fr/energie/guide/types-energies/innovations/projet-ringo/

²⁰ Le Point avec AFP, 9 novembre 2021, lepoint.fr/politique/macron-annonce-la-construction-de-nouveaux-reacteurs-nucleaires-09-11-2021-2451413_20.php

²¹ Banque mondiale, « The Growing Role of Minerals and Metals for a Low Carbon Future », 2017, documents1.worldbank.org/curated/en/207371500386458722/pdf/117581-WP-P159838-PUBLIC-ClimateSmartMiningJuly.pdf.

²² W. Sacher, propos recueillis par M. Combes, « Urgence d'un changement civilisationnel face à la nouvelle ruée minière mondiale », *Mouvements*, n°67, automne 2011. Et A. Deneault & W. Sacher, *Paradis sous terre. Comment le Canada est devenu la plaque tournante de l'industrie minière mondiale*, Ecosociété & Rue de l'échiquier, 2012 ; A. Bednik, *Extractivisme*, Le Passager clandestin, 2019.

²³ Le Point avec AFP, « Exploitation de lithium en France : Pompili évoque l'ouverture de mines », 3 décembre 2021.

Toute société humaine se crée un monde qui n'est jamais conforme à la réalité. Cette fracture se révèle à l'expérience, quand elle se cogne à la réalité, qui n'apparaît que de manière négative. Ses seules certitudes proviennent donc de ses erreurs, à condition de les admettre. Elle se mystifie, sinon, dans l'illusion : dans l'impératif d'un désir qui lui interdit d'apprendre d'elles.

La société industrielle s'est organisée autour de la *foi* dans le pouvoir technoscientifique de maîtriser la nature, de la mettre au service de la sécurité et du confort de l'humanité. Cette société a fait de la nature l'ennemi commun aux dominants et aux dominés, avec la promesse que ses triomphes bénéficieraient à tous. On ne peut nier certains de ces succès. Comme on ne peut nier que chacun d'eux, provoquant de nouveaux problèmes, l'a entraîné dans l'engrenage du *solutionnisme* technologique. Aliénée à son fantasme de maîtrise, cette société ne peut reconnaître que, dans la guerre qu'elle a engagée contre la biosphère vivante, ses victoires sont autant de défaites, et qu'elle ne peut vaincre absolument sans détruire les conditions de sa propre existence. Cette société folle, incapable d'autolimitation, convoite à présent le graal de la puissance absolue. Son nom est ITER : « International Thermonuclear Experimental Reactor », et, en latin, « chemin » (« itinéraire »)... qui ne mène nulle part.

Aix et le mythe de la puissance absolue

Malgré toutes ces années passées à Aix (enfant, adolescent, adulte), je n'ai jamais eu l'occasion (ni la volonté) de visiter un appartement du centre-ville, sans parler de ceux du quartier Mazarin, où la vieille bourgeoisie aixoise continue, à l'écart de l'agitation commerciale, de hanter ses hôtels particuliers. Cet Aix-là, celui de l'argent et du pouvoir, m'est concrètement inconnu. Mes amis d'enfance, comme moi, avaient des parents devenus aixois par nécessité salariale. Comme moi, ils habitaient les quartiers périphériques. Et, comme moi, ils ont ensuite quitté Aix pour d'autres lieux, toujours par nécessité salariale. À mon retour, je n'ai recroisé qu'une seule personne : mon coiffeur, Fred, avec qui j'avais joué quelques années d'adolescence au foot. Fils d'immigré italien, il a repris le salon de son père, comme j'ai, d'une certaine manière, reproduit la profession de mon père. Je raconte cela pour signaler le poids de l'origine familiale (et sociale), qui nous fait patauger dans le cours visqueux de l'histoire.

Pour dire, aussi, que je ne peux qu'imaginer... Soit un personnage fictif : appelons-le François. Son père, fils de paysans, était professeur de mathématiques. Sa mère, fille de petits fonctionnaires, infirmière. Les deux vouaient naturellement un culte à la réussite scolaire, conscients que celle-ci déterminerait la position de leur progéniture dans la hiérarchie sociale. Leur fille aînée, en partie exonérée de ce souci, devint comme sa mère infirmière. Quant à François, ses parents prirent la peine d'orienter ses ambitions et de consolider ses dispositions pour les sciences par des cours particuliers (un investissement rentable, dans la novlangue managériale). S'épanouissant dans cet univers voué à la prospérité de son capital humain, François obtint brillamment son baccalauréat scientifique, se distingua lors de ses classes préparatoires par sa discipline et ses capacités d'analyse, et réussit le concours d'entrée à l'école Centrale, au sein de laquelle il rencontra sa future épouse, fille de Préfet. Passionné par les secrets enfouis dans les tréfonds nanométriques de la matière plus que par le « monde de la vie » (Edmund Husserl), il acheva son cursus par un doctorat de physique mathématique sur la théorie des plasmas et les pièges électromagnétiques, mention très honorable avec félicitations du jury, qui comprenait le futur directeur d'ITER. Il est, à présent, un habitant heureux d'Aix. Un technocrate zélé, atteint du syndrome du bon élève : chacune de ses actions est à ses yeux moralement acceptable, dès lors que la note (ou le salaire ou la reconnaissance symbolique) que leur attribuent ses supérieurs secrète la dose de sérotonine à laquelle sa scolarité l'a conditionné. Chaque matin de la semaine, il se rend au parking Pasteur, où l'attend sa Tesla modèle S. Et c'est un plaisir pour lui de la sentir glisser, comme si aucun frottement n'existait, sur l'autoroute A51 en direction des Alpes. Moins d'une demi-heure lui suffit pour rejoindre Cadarache, avec à l'horizon le ciel clair découpé par

l'ombre des premiers contreforts alpins. Il y supervise la construction et l'installation des 10 000 tonnes d'aimants supraconducteurs du réacteur thermonucléaire expérimental.

François est un technocrate exemplaire, c'est-à-dire qu'à force de les ruminer et de les jouer, il a fini par croire à ses propres mensonges. Il est persuadé de faire partie de l'avant-garde missionnée pour surmonter le *collapse* énergétique qui menace la société industrielle. Il croit être de ceux qui ouvrent l'*iter* vers l'espace infini, à l'instar de son modèle, Elon Musk. Il ne doute pas qu'il soit possible et souhaitable de contrôler et de reproduire artificiellement la réaction nucléaire qui alimente le Soleil et les étoiles, afin de produire « une source d'énergie quasiment inépuisable, sûre, et d'un faible impact sur l'environnement²⁴. » Connaître, c'est être capable de refaire, lui a appris Descartes (ce que lui en a dit Wikipédia). Il n'y a pas de place, dans son *logiciel*, pour l'idée que cette puissance illimitée aboutirait à la destruction industrielle définitive de la Terre²⁵. Mais seulement pour les ambitions affichées sur le site du projet titanesque de fusion nucléaire, financé par 36 Etats et soutenu par l'ensemble des médias : « Un million d'éléments, dix millions de pièces... le tokamak ITER sera la plus grande et la plus puissante des machines de fusion jamais construites. Conçue pour amplifier d'un facteur dix la puissance qui aura été apportée à ses systèmes de chauffage (50 MW → 500 MW) elle sera la première à générer une production nette d'énergie » (MW : mégawatts).

Esclave de sa passion technologique, François serait stupéfait de ce jugement du journaliste scientifique américain Steven B. Krivit : « Un petit groupe de physiciens représentant la communauté scientifique des chercheurs en fusion nucléaire a désinformé le public afin de s'assurer le maintien de ses financements publics. »

Pourtant, ce journaliste a démontré, dès 2017, que cette production nette d'énergie était une illusion. Autrement dit, le bilan énergétique de l'installation de fusion nucléaire sera proche de zéro : non pas 50 MW → 500 MW, mais 500 MW → 500 MW²⁶. Le 27 octobre 2021, *Le Canard Enchaîné* a publié un article dans lequel l'ITER Organization l'admettait : « Il est évident que l'ensemble des systèmes de l'installation ITER consommera plus d'énergie que le plasma en produira²⁷. » Ce qui, concernant un projet dont le coût total dépassera les 50 milliards d'euros, est une aberration manifeste, d'autant plus au regard de la guerre que les gouvernements mènent ouvertement, au nom de la rationalité économique, contre les travailleurs, les chômeurs et les services publics (François, n'y voyant que des feignants et des incapables, et oubliant être, comme eux, financé par l'Etat, vote pour la modernité innovante, façon LRM).

De son côté, Célia Izoard a démonté la fable d'une source d'énergie n'ayant qu'un « faible impact sur l'environnement » ou, comme l'ânonne Emmanuel Macron, d'une « énergie non polluante, décarbonée, sûre et pratiquement sans déchets » (François fut déçu de ne pouvoir échanger une poignée de main et quelques paroles triviales avec lui, le Président ayant lancé l'assemblage du tokamak par visioconférence en juillet 2020)²⁸. Au-delà de la matérialité de l'installation proprement dite et de ses milliers de tonnes de béton, elle note, par exemple, que la production des aimants supraconducteurs du réacteur, les plus grands jamais conçus, nécessite des quantités

²⁴ www.iter.org/fr/accueil

²⁵ B. Louart, « ITER ou La Fabrique de l'Absolu. La démesure de l'industrie nucléaire », archive.org/details/LouartITERBr et https://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=108

²⁶ S. B. Krivit, « The ITER Power Amplification Myth », 6 octobre 2017, newenergytimes.net/2017/10/06/the-iter-power-amplification-myth/

²⁷ Professeur Canardeau, « ITER, un réacteur expérimental à la com », *Le Canard enchaîné*, 27 octobre 2021.

²⁸ elysee.fr/emmanuel-macron/2020/07/28/une-energie-inepuisable-non-polluante-decarbonee-et-sure-cest-le-projet-iter. « ITER, le projet censé imiter le Soleil, est lancé », rfi.fr/fr/science/20200729-france-lancement-programme-nucleaire-international-iter

astronomiques de niobium-titane et de niobium-étain, en provenance de deux mines brésiliennes, au détriment de la forêt amazonienne et de vingt-trois peuples autochtones (François, n'étant pas très porté sur l'anthropologie et la géopolitique, ignore jusqu'à leur existence : comme le peuple de Plassans-Aix, ils n'existent pas). Autre exemple : malgré les mensonges officiels, « on aurait au minima 40 000 tonnes de déchets à stocker pour cinquante ans, dont le béryllium irradié devenu, du fait de sa teneur en uranium, déchet de moyenne activité à vie longue » (François dirait que ses semblables trouveront une solution technologique à cela aussi, qu'il faut rester *positif* et y croire)²⁹.

Le phénomène est déjà visible, pour qui prend la peine de regarder. La pseudo-transition énergétique et numérique s'accompagne d'une hausse exponentielle de la consommation d'électricité. Et encore n'est-elle, pour l'instant, que partiellement dopée à la 5G. La vérité, celle qui purifie tout comme le feu, est la suivante. Les ressources en énergies fossiles, responsables à la fois de la puissance industrielle et du réchauffement climatique, sont en voie d'extinction (à l'exception de la pire : le charbon) ; d'autant plus rapidement que l'Inde et la Chine (la moitié de la population mondiale) accéderont aux canons du mode de vie industriel. Les « illusions renouvelables » (éolien, solaire), reposent non seulement sur l'explosion de l'extraction minière, mais ne remplaceront pas le nucléaire, lui-même limité par les réserves en uranium³⁰. Enfin, la fusion est un mirage inepte (au rendement énergétique nul), prohibitif, incertain (une application pour la production d'électricité consommable vers 2080-2100, au mieux) et polluant dès aujourd'hui.

En clair, l'humanité ne dispose, et ne disposera jamais, que de moyens nuisibles et limités pour produire de l'électricité. S'il en est ainsi, alors les fins elles-mêmes doivent être limitées. Ce qui implique une orientation et une organisation sociales sobres en consommation d'énergie. L'exact opposé de la société industrielle, envoutée par le pouvoir de ses machines, acharnée à convoiter l'augmentation indéfinie de leur puissance. C'est pourtant cette voie qu'ont choisie, pour nous, les technocrates du Pays d'Aix.

Aix et le mythe de la *Silicon Valley*

Historiquement, Aix une ville judiciaire et universitaire (depuis le 15^e siècle), à présent commerciale et touristique. Mais elle se veut également un « territoire de haute technologie, pilier majeur de la « French Tech »³¹. Et même si l'industrie n'y représente que 5,8% des emplois, elle n'en est pas pour autant négligeable³².

Aix a connu, dans son enceinte même, des activités industrielles (confiserie, textile, lampe, construction mécanique), aujourd'hui disparues. Les bâtiments ont été reconvertis : par exemple, la bibliothèque municipale occupe le lieu qui accueillait, jadis, une manufacture d'allumettes³³. D'autres activités industrielles ont été déplacées à proximité. C'est notamment le cas de la

²⁹ C. Izoard, « Derrière le projet ITER, des montagnes de métaux toxiques et de déchets radioactifs », 17 juin 2021, reporterre.net/Derriere-le-projet-Iter-des-montagnes-de-metaux-toxiques-et-de-dechets-radioactifs

³⁰ A. Michon, *Le Sens du vent. Notes sur la nucléarisation de la France au temps des illusions renouvelables*, Éditions de l'Encyclopédie des nuisances, Paris, 2010 ; F. Gaillard, *Le soleil en face. Rapport sur les calamités de l'industrie solaire et des prétendues énergies alternatives*, L'Échappée, 2012.

³¹ mairie-aixenprovence.fr/IMG/pdf/plaquette_aix_francais_numerique-2.pdf

³² insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-13001

³³ R. Mencherini, « Aix, ville ouvrière », 17 novembre 2011, blogs.mediapart.fr/edition/cent-paroles-d-aix-journal-local-alternatif/article/171111/aix-ville-ouvriere-1ere-part

SESCOSEM (Société européenne de semi-conducteurs) : installée aux abords de la gare en 1962, elle a été rachetée par Thompson en 1987, en partenariat avec SGS-Microelettronica. Sa technologie provient, initialement, de la start-up EFCIS (Études et fabrication de circuits intégrés spéciaux), essaimée en 1975 du CEA-Léti (créé à Grenoble en 1967 à l'intersection du civil et du militaire), avant d'être acquise par Thompson (aérospatial, défense, électronique)³⁴. En 1988, l'activité a été transférée dans la zone industrielle de Rousset, et la filiale électronique de Thompson (à présent Thalès) est renommée STMicroelectronics (STM) à la fin des années 1990. Pour le Conseil national de l'industrie, l'industrie électronique, du silicium aux usages, comprend deux éléments principaux : celui de la production des composants et sous-ensembles électroniques et celui des logiciels embarqués, que l'on retrouve « dans la quasi-intégralité des secteurs industriels, les transports terrestres (automobile et ferroviaire), le nucléaire, la défense, l'aéronautique et l'espace, les télécommunications, mais aussi un rôle de plus en plus important dans bien d'autres secteurs : sécurité, santé, grand public, production industrielle et énergie³⁵. » Au nom de la course technologique mondiale et de la souveraineté nationale, l'Europe et l'Etat français encouragent le développement de « méga fabs » (d'usines géantes), « capables de produire en grand volume les semi-conducteurs les plus avancées », « au cœur de la numérisation de notre monde³⁶. » L'objectif est de doubler la production d'ici 2030 (pour atteindre 20% de la production mondiale), tout en étendant la 5G à la totalité des zones habitées.

Le pays d'Aix, « terre d'avant-garde », se veut pleinement investi dans cette course technologique (comme STM, qui va doubler sa capacité de production d'ici 2025³⁷). Du côté « méga fabs », STM-Rousset (l'un des 11 sites de production de STM) a produit, en 2019, 734 978 plaquettes de silicium de 20 mm de diamètre³⁸. L'essentiel de sa production est exporté, notamment en Asie, pour revenir ensuite intégrée à des produits manufacturés, invasifs, censés contribuer « à rendre la conduite automobile, les usines, les villes et les habitations plus intelligentes et à développer les nouvelles générations d'appareils mobiles et l'Internet des objets. » Cette production veut s'inscrire dans les critères du développement durable, STM visant la neutralité carbone en 2027 en s'alimentant grâce... aux illusions renouvelables³⁹.

³⁴ S. Thomasson, « Pourquoi il faut fermer le CEA-Grenoble », Avril 2006, piecesetmaindoeuvre.com/IMG/pdf/Fermer_le_CEA.pdf ;

Pièces et main d'œuvre, *Sous le soleil de l'innovation, rien que du nouveau !*, L'Échappée, 2013.

S. Dumoulin, « CEA-Léti : en 50 ans, le laboratoire a vu naître soixante entreprises », *Les Échos*, 6 juillet 2017, business.lesechos.fr/entrepreneurs/financer-sa-creation/030430768248-cea-leti-en-50-ans-le-laboratoire-a-vu-naître-soixante-entreprises-311534.php.

³⁵ Conseil national de l'industrie, « Contrat Stratégique de Filière, Industrie Électronique, 2018-2022 », mars 2019, conseil-national-industrie.gouv.fr/sites/www.conseil-national-industrie.gouv.fr/files/files/csf/electronique/contrat-filiere-electronique-signé.pdf

³⁶ T. Breton (Commissaire européen au marché intérieur), « Comment une loi sur les puces européennes va remettre l'Europe dans la course à la technologie », 15 septembre 2021, ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/breton/blog/how-european-chips-act-will-put-europe-back-tech-race_en

³⁷ M. Lyan, « Entretien avec Jean-Marc Chéry [Pdg de STM] », region-aura.latribune.fr/strategie/industrie/2021-11-05/stmicroelectronics-va-doubler-ses-moyens-de-production-en-europe-d-ici-2025-jean-marc-cher-y-p-dg-895703.html

³⁸ STM-Rousset dispose en outre d'une usine de production d'ingénieurs, à Gardanne, avec le Centre microélectronique de Provence Georges-Charpak, un vaste campus accueillant recherches privée et publique dans le domaine de la microélectronique, inaugurée en 2008 en présence de plusieurs prix Nobel, futura-sciences.com/sciences/actualites/physique-centre-microelectronique-provence-silicon-valley-europeenne-14492/

³⁹ ST, « Déclaration environnementale, 2019, Site de Rousset », st.com/content/ccc/resource/corporate/company_promotion/site_brochure/group0/96/34/82/3a/4c/8c/4b/aa/EMAS_Declaration_Rousset_2019/files/EMAS_STMicroelectronics_Rousset_Declaration-environnementale2019.pdf/_jcr_content/translations/en.EMAS_STMicroelectronics_Rousset_Declaration-environnementale2019.pdf

Difficile, a priori, de juger de ces bonnes intentions. Par exemple, le site de Rousset a utilisé, en 2019, une quantité d'eau équivalente à la consommation d'environ 13 000 foyers, puisée dans le Canal de Provence et fournie par la Société des Eaux de Marseille (eau potable), dans une région dont le climat sera, un jour prochain, celui de l'Afrique du nord⁴⁰.

Suite à l'ensemble des procédés physico-chimiques inhérents à la production des puces électroniques, les rejets liquides sont « nettoyés » par le Groupement d'Épuration de Rousset, avant d'être rejetés dans l'Arc, dont les eaux sont de piètre qualité, au point que la plupart des espèces de poissons a disparu⁴¹. Étant donné la multiplicité des pressions anthropiques subies par cette rivière, il est impossible de pointer un responsable en particulier, d'autant que la qualité de l'eau des rivières n'est pas la priorité des politiques locales. Une chose est sûre : contrairement à Zola et Cézanne qui, adolescents, ont scellé leur amitié en passant leurs étés les pieds dans l'eau, « On n'est pas près de faire trempette dans l'Arc l'esprit tranquille⁴². » Qu'importe, puisque le rituel technocratique, consistant à détruire (« purifier ») un élément de la nature pour le remplacer par une prothèse technologique (« pure »), est préservé⁴³. En d'autres termes, polluer un cours d'eau n'a rien de dramatique, au contraire, cela permet de lui substituer un processus technologique jugé « supérieur » (développer la pisciculture industrielle, vendre des piscines privées « intelligentes », etc.).

Et puis... quand bien même l'usine de STM-Rousset serait écologiquement neutre, laissant le Pays d'Aix intact, son bilan environnemental évite de tenir compte de l'ensemble du « cycle du silicium ». Avec, en amont, les nuisances écologiques et sanitaires de l'extraction massive du silicium, qui, partout où elle a lieu (surtout en Chine, mais bientôt en France), « laisse un paysage de désolation derrière elle. » Et, en aval, « ni le recyclage, ni les infrastructures de destruction « sécurisées » » ne parviennent à endiguer le tsunami des déchets électroniques, externalisés dans les pays du Sud comme le Ghana⁴⁴.

Du côté « numérisation de notre monde », ou « augmentation de la vie » (« life.augmented » est le slogan de STM), le pays d'Aix est essentiellement stimulé par deux institutions de propagande, associant pouvoirs scientifiques, économiques et politiques : TheCamp et SCS (Solutions Communicantes Sécurisées). SCS regroupe les « leaders » régionaux des technologies de l'internet des objets, du Big Data, de l'intelligence artificielle, de la microélectronique et de la sécurité numérique. Ces « leaders » l'affirment : « L'environnement et la décarbonation de l'économie passeront nécessairement par les voitures connectées, la gestion intelligente de la supply chain dans le cadre de l'industrie 4.0 et plus généralement les *smart cities* » – c'est-à-dire par eux⁴⁵.

TheCamp, dont les travaux ont été lancés en 2015 par Emmanuel Macron, alors Ministre de l'industrie, a été inauguré à l'automne 2017. « Tout comme la « Singularity University » de la Silicon Valley, il regroupe sur un même lieu entreprises, recherche et formation » et vise à former les « élites de demain », au service de l'« innovation for good » (l'innovation pour le Bien). La

⁴⁰ Cf. « ST Nécro à la pointe de la lutte contre l'environnement » (2005), sur www.piecesetmaindoeuvre.com

⁴¹ Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Bassin de l'Arc, « Suivi 2016 de la qualité de l'Arc et de ses principaux affluents », septembre 2017.

⁴² G. Lemouee, « Aix : la qualité de l'eau des rivières parent pauvre de la politique », 15 janvier 2017, laprovence.com/article/echoplanete/4279731/la-qualite-de-leau-des-rivieres-parent-pauvre-de-la-politique.html

⁴³ P. C. Reynolds, *Stealing Fire: The Mythology of Technocracy*, Iconic Anthropology Press, Palo Alto, 1991.

⁴⁴ Pièces & Main d'Œuvre, « Le cycle du silicium. Des carrières aux dépotoirs en passant par nos smartphones », 17 octobre 2021, piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=1589

⁴⁵ SCS, « Technologies du Numérique: SCS résiste et accélère pour l'avenir. Les actions phares menées en 2020 et celles engagées pour 2021 au service du premier écosystème Numérique de la Région SUD », 25 janvier 2021, polses.org/wp-content/uploads/2021/03/CP-Pole-SCS-Bilan-2020-et-Axes-2021-VF.pdf

profusion des anglicismes ridicules semble de rigueur pour intégrer la secte des technoprêtres locaux, singeant pour paraître « branchés » la papauté californienne⁴⁶. C'est sous sa houlette qu'Aix a entamé sa mue en *smart city*, installant 860 capteurs connectés, les données ainsi recueillies étant restituées à des « start-up » chargées d'apporter des solutions aux problèmes liés à la mobilité, l'éclairage, la propreté, la pollution (sous-entendant qu'avant d'accéder à l'« intelligence » électronique, Aix était saturée, obscure et sale)⁴⁷. Comme le clairon, dans un mauvais élan hégélien, Olivier Mathiot, directeur de TheCamp : « La *smart city* est ce vers quoi nous tendons, c'est le sens de l'histoire⁴⁸. »

Nulle part, pourtant, ces propagandistes technocratiques ne démontrent que ces projets répondent à des besoins fondamentaux, si ce n'est le leur. Seuls ceux pour qui les limites naturelles des humains sont un handicap, ressentent le besoin de se truffer de prothèses de « hautes technologies ». Nulle part, ils ne tiennent compte du fait qu'avec la « myriade d'objets connectés, d'écrans, de batteries, de satellites, de data centers et de robotique de pointe, la 5G accélère le saccage de la planète⁴⁹. » Nulle part, ils ne mentionnent ouvertement les conséquences sociopolitiques de leurs innovations technologiques. Et pourtant...

La métropole Aix-Marseille, la digitalisation de l'existence et la société de surveillance

J'ai quitté Aix à 20 ans, pour rejoindre Marseille, la « ville réelle », disait l'un de mes enseignants. Américain, il semblait considérer Aix, à l'opposé, comme une sorte de village de hobbits. Colorée, brouillonne et populaire, la *citée phocéenne* a également ses riches qui, camouflés dans leurs domaines sécurisés du Roucas blanc, surplombant la corniche et la Méditerranée, voisinent avec les SDF squattant sous les rebords de la même corniche. On y croise des bons chics bons genres sortant d'une l'église devant des punks s'embrassant à pleine bouche. Et ceux qui auront le courage de s'aventurer dans les « quartiers », pourront scruter l'âme ténébreuse d'adolescents en train de dealer sans enthousiasme leur « produit » coupé au cirage, accoudés à des voitures brûlées reconditionnées en poulaillers. Et les bidonvilles accrochés, ça et là, aux bas-côtés des autoroutes. Etc.

En me liant d'amitié avec des Marseillais, j'ai appris que, malgré les pauvres d'Aix et les riches de Marseille, l'opposition entre les deux villes était symboliquement celle entre Aix-la-bourgeoise et Marseille-la-populaire⁵⁰. Cette opposition nourrit les affrontements politiques autour de la récente métropole Aix-Marseille (créée le 1^{er} janvier 2016), la famille Joissains, dont le père, la mère et aujourd'hui la fille se sont succédés à la mairie d'Aix, craignant l'absorption et la dilapidation possibles de la « bourgeoise » par la « populaire », ce qui insulterait le « sens de l'histoire ». Pourtant, un sujet au moins semble consensuel : la politique sécuritaire.

Partout en France, de Nice à Valenciennes, les villes sont de plus en plus nombreuses à multiplier les caméras de vidéosurveillance, avec l'idée de renforcer ces dispositifs par des drones et de

⁴⁶ Made in Marseille, « The Camp – Le campus high-tech aixois, branché comme la Silicon Valley ! », 28 juin 2017, madeinmarseille.net/25877-the-camp-singularity-university/

⁴⁷ J. Richard, « *Smart city* – plate-forme Iot pour mieux gérer la commune », 19 novembre 2021, villes-internet.net/actions/5d968260760b5c690d06106a ; « Aix-en-Provence : la *smart city* au service d'une meilleure qualité de vie », 2 juillet 2018, lemonde.fr/la-france-connectee/article/2018/02/07/aix-en-provence-la-smart-city-au-service-d-une-meilleure-qualite-de-vie_5253382_4978494.html

⁴⁸ L. Bottero, « Comment theCamp pense la *smart city* », 28 Sept 2018, region-sud.latribune.fr/economie/2018-09-28/comment-thecamp-pense-la-smart-city-791673.html

⁴⁹ Déclaration de 500 scientifiques, S. Becerra et al., « Boycottons la 5G et son monde », 1^{er} mai 2021, liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/boycottons-la-5g-20210501_FH4YLLHMUVCTLBT5ZY7QEW5WDU/

⁵⁰ Par exemple, Henri-Frédéric Blanc, *Jeu de massacre*, Vent du Sud, 1993.

« l'intelligence artificielle » (leur efficacité, peu évidente, devant être optimisée par des systèmes permettant d'analyser automatiquement et à grande échelle, les stocks d'images accumulés). Depuis quelques décennies, Marseille fait l'objet d'une suite (inachevée) de politiques de réhabilitation à l'américaine : « La stratégie adoptée consiste essentiellement à recommercialiser le centre-ville délabré, à en faire une zone pour la classe moyenne et de gentrification, à créer des possibilités de profit pour les promoteurs immobiliers et les investisseurs, et à y attirer un flot de touristes⁵¹. » Avec des résultats semblables à ceux de Baltimore. A quelques encablures du récent Disneyland portuaire marseillais (quartier d'affaires Euroméditerranée, Mucem, galeries marchandes), où trône la tour CMA-CGM (« géant vert » du transport maritime de conteneurs... chinois⁵²), survit comme elle peut la multitude des indigènes ghettoïsés, dont la menace pour le commerce et les touristes doit être anticipée et contenue. Conjointement à sa rénovation marchande et à ses « classes dangereuses », Marseille tente donc aujourd'hui de finaliser son projet « Big Data de la tranquillité publique », un système cybernétique de « vidéo-protection intelligente », dont l'objectif est de recueillir un ensemble exhaustif de données, puis de les traiter automatiquement afin, selon le « Programme Fonctionnel Technique final », d'assurer l'ordre public en détectant les « objets abandonnés », les graffitis, les « vol/disparition/destruction de mobilier urbain », mais aussi en faisant des « recherches à l'aide de filtres », l'un de ces filtres étant « individu (description, avatar, photo) »⁵³.

Au début de l'année 2020, la Ligue des droits de l'Homme et La Quadrature du Net ont déposé un recours en référé devant le tribunal administratif de Marseille pour exiger l'annulation de ce projet. Depuis, la mairie de Marseille (Rose et Verte) dit l'avoir suspendu, sans pour autant résilier son contrat avec la SNEF (liée à Briefcam, Genetec et Evitech)⁵⁴.

Dans le cadre de la métropole Aix-Marseille, il n'est pas difficile de penser que ce type de dispositif s'étende, dans un avenir proche, au pays d'Aix, qui a ses propres indigènes ghettoïsés. En effet, la « capitale de la Provence », déjà pourvue de plus de 300 caméras de surveillance, en veut 500 d'ici 2026⁵⁵. Par ailleurs, SCS, impliqué dans la *smart city* d'Aix, valorise les « opportunités de financement » de projets sécuritaires avec le projet européen SecurIT (« Une nouvelle chaîne de valeur industrielle pour des collectivités et des territoires sûrs, sécurisés et résilients »), « co-financé par la commission européenne via son programme H2020-Innosup, qui vise à soutenir et à cofinancer le développement de projets collaboratifs portés par des PME européennes permettant le prototypage et l'expérimentation de solutions technologiques de pointe dans le domaine de la sécurité⁵⁶. »

Enfin, en 2018, Sophie Joissains, alors Sénatrice des Bouches-du-Rhône (depuis peu maire d'Aix) et rapporteur de la loi relative à la protection des données personnelles visant à adapter la loi « Informatique et libertés » aux normes européennes, a fait passer un amendement mettant les

⁵¹ M. Levine, « *The Wire* et la ville américaine : un contrepoint au discours libéral », dans M.-H Bacqué (dir.), *The Wire. L'Amérique sur écoute*, La Découverte, 2014.

⁵² Les 300 millions de conteneurs qui circulent dans le monde ont été fabriqués en Chine par les sociétés CIMC (50% du marché mondial) et Singama.

⁵³ forum.technopolice.fr/assets/uploads/files/1572466975910-acquisition_vsi_marseille.pdf

⁵⁴ Ligue des droits de l'homme (Section du Pays d'Aix-en-Provence), « *Safe City* à Marseille : premier recours contre la vidéosurveillance automatisée de l'espace public », 27 janvier 2020, ldh-aix.org/2020/01/27/safe-city-a-marseille-premier-recours-contre-la-videosurveillance-automatisee-de-lespace-public/.

« *Safe City* de Marseille : on retourne à l'attaque », laquadrature.net/2020/12/10/safe-city-de-marseille-on-retourne-a-lattaque/. Sur SNEF, ressources.iffacto.com/wp-content/uploads/2016/02/VSI1.pdf

⁵⁵ J. Noé, « 50% de caméras en plus en 2026 ? », 28 octobre 2020, lamarseillaise.fr/accueil/aix-50-de-cameras-en-plus-en-2026-IF5106309

⁵⁶ pole-scs.org/2021/11/19/opportunités-de-financement-avec-le-projet-europeen-securit/

collectivités territoriales à l'abri d'éventuelles sanctions pécuniaires imposées par la CNIL (cette « autorité indépendante » qui réclame désespérément des données au gouvernement afin d'évaluer l'efficacité sanitaire des passe-partout vaccinaux)⁵⁷.

En Provence comme ailleurs, les avancées de l'urbanisation et de l'apartheid social se combinent avec sa militarisation (mêlant surveillance, coercition et gestion carcérale), la ville devenant l'espace dans lequel peuvent subvenir les actes de terrorisme, de mobilisation et de subversion, qui mettraient en danger l'ordre industriel. Cette militarisation repose sur le profilage des individus, la surveillance des lieux, des comportements, des associations et des groupes. Et bénéficie en priorité des innovations technologiques, la plupart du temps dérivées du militaire : vidéo-surveillance « intelligente », suivi biométrique, satellites high-tech, drones et armes « non létales » (produits irritants, substances malodorantes, assourdissantes, aveuglantes, incapacitantes, etc., et projectiles soi-disant « non pénétrants »)⁵⁸. Notre Etat d'urgence à perpétuité rappelle que l'histoire des régimes totalitaires est celle de convergences entre des mesures sécuritaires et de surveillance visant l'ensemble des populations. L'avenir, déjà présent, ce sont les mesures prises par l'ordre industriel pour combattre sa crise de légitimité résultant des conséquences pratiques et politiques de ses nuisances écologiques et sociales.

Aix, un archevêché de la religion industrielle

Cela fait partie des mécanismes de la domination que d'empêcher la connaissance des souffrances qu'elle engendre ; et c'est la même logique qui mène en droite ligne de l'évangile de la joie de vivre à la construction d'abattoirs humains assez loin en Pologne pour que chacun de nos « compatriotes » puisse se persuader qu'il n'entend pas les cris de douleur des victimes. Voilà le schéma de la capacité de jouissance non perturbée.

Theodor W. Adorno, 1951

L'industrialisme produit une société dépendante de macro-systèmes technologiques humainement et écologiquement dévastateurs, dont le caractère nocif est occulté par l'obscurantisme technoscientifique. Afin d'entretenir, dans les oasis de l'opulence, la « capacité de jouissance non perturbée ». Cette dépendance est d'abord d'ordre religieux. Y prédomine la religion de la sécurité et du confort matériel, ritualisée dans les grandes messes médiatiques d'adoration de la technologie. Une religion dont les promesses emportent aussi l'adhésion (même partielle) de ceux qu'elles plongent dans l'insécurité et la misère. Une religion désenchantée et sadique valorisant tous les comportements, y compris les plus pervers, qui nourrissent l'illimitation de sa puissance. Une religion tolérante envers les sous-religions (anciennes ou nouvelles) s'inscrivant dans son ordre des choses, qu'il convient de couvrir du voile de la bienveillance inclusive (dans le respect du « bien commun » de notre infamie !). Une religion auto-entretenu, qui a l'art d'user de ses propres nuisances (insécurité sociale, empoisonnement généralisé, catastrophes industrielles, etc.) pour renforcer son emprise sur les populations sacrifiées à la peur ; l'individualisme immunitaire et la surveillance intégrale, « vaccinant » ainsi la démesure technocratique contre toute résistance. Une religion, donc, à tendance totalitaire.

⁵⁷ senat.fr/amendements/commissions/2017-2018/296/Amdt_COM-40.html. Maryse Joissains-Massini ayant été définitivement condamnée, comme son mari avant elle, pour trafic d'influence et détournement de fonds publics, c'est sa fille, Sophie, qui a été élue maire d'Aix le 24 septembre 2021.

⁵⁸ S. Graham, *La militarisation de l'espace urbain : la ville sous contrôle*, La Découverte, 2012 ; M. Rigouste, *La domination policière. Une violence industrielle*, La Fabrique, 2012. Pour la liste des morts et des mutilés de ces dernières années, desarmons.net.

J'ai pris conscience de cette dimension religieuse un jour, déjà lointain, que je relisais Nietzsche. Non que cet auteur soit exempt de toute critique (qui l'est ?). Mais, ce jour-là, j'ai découvert que, dans ses aphorismes incendiaires contre le christianisme, je pouvais, sans perte de sens, y substituer « industrialisme ». Comme cela se faisait dans l'Antiquité, j'ai alors imaginé un livre signé pseudo-Nietzsche, qui prolongerait cette première impression.

Si le courage ne m'avait pas manqué, on y aurait lu, par exemple :

Le technocrate *règne* grâce à l'invention de la misère, au regard de laquelle il se présente comme *le* sauveur. Pour cela, il lui est nécessaire de *naturaliser* la misère, c'est-à-dire de *désacraliser* la nature : c'est à ce seul prix qu'il existe. Et c'est sur un terrain aussi *faux*, où toute *réalité* a contre elle les instincts les plus profonds de la classe au pouvoir, que s'est développé l'*industrialisme*, forme d'hostilité mortelle à la réalité qui n'a pas été surpassée jusqu'à présent.

Que l'on ose me parler de ses bienfaits « humanitaires » ! Il est beaucoup trop contraire à l'intérêt le plus profond de l'industrialisme d'*abolir* quelque misère que ce soit, il vit des misères, il crée des misères pour se perpétuer.

À quoi bon le sens social, la gratitude envers nos devanciers, à quoi bon travailler ensemble, se faire confiance, œuvrer pour quelque bien commun, et ne pas le perdre de vue ? Il n'est besoin que d'une seule chose : que chacun, en tant rouage de la Grande Entreprise de vivisection de la nature, soit l'égal de chacun, que dans la totalité des êtres, chaque individu puisse prétendre au « bien-être » et au *droit* de s'imaginer qu'en son honneur la nature puisse être constamment *violée* — On ne saurait flétrir avec trop de mépris une telle exaltation de tout narcissisme, poussé au pires extrêmes de l'impudeur. Et pourtant, c'est à *cette* répugnante manière de flatter la vanité personnelle que l'Industrie doit sa *victoire*. Le « bien-être », traduisez : « c'est moi qui suis le centre de l'univers » ... Alors, tout n'est plus que lâcheté et complaisante illusion sur soi-même !

Ce qui, autrefois, était simplement morbide, est maintenant devenu indécent : il est indécent d'être technocrate de nos jours. *Et c'est là que commence mon dégoût*. Je regarde autour de moi ; il n'est rien resté, pas un seul mot, de ce qui s'appelait autrefois « vérité ». Je ne supporte même plus qu'un technocrate prononce seulement le mot de « vérité ». Il suffit d'avoir, en matière de probité, les exigences les plus modestes, pour ne *pouvoir* ignorer qu'un technocrate en marchandises, en expertises ou en bureaucraties, à chaque phrase qu'il prononce, non seulement se trompe, mais *trompe*, et qu'il n'est même plus en son pouvoir de mentir par « innocence » ou par « inconscience ».

Aujourd'hui, ce n'est pas notre raison qui décide contre l'industrialisme, mais notre goût.

Jacques Rossi

Aix, octobre-décembre 2021